

La

Semaine Religieuse

DE
Québec

VOL. XVIII

Québec, 2 décembre 1905

No 16

DIRECTEUR, M. L'ABBÉ V.-A. HUARD

SOMMAIRE

— o —

Calendrier, 241. — Les Quarante-Heures de la semaine, 241. — Apostolat de la prière, 242. — Une lettre de Pie X, 243. — Notre question scolaire, 244. — Les crimes du Tsarisme, 249. — Hors de l'Eglise point de salut, 251. — Nations protestantes et nations catholiques, 252. — Bibliographie, 256.

Calendrier

— o —

3	DIM	*v	1 de l'Avent. 1 <i>cl. semid. Kyr.</i> de l'Avent. Vêp. du suiv. (m. 3 v.), <i>O Doctor</i> , mém. du dim. et de Ste Barbe, vierge et martyr.
4	Lundi	b	S. Pierre Chrysologue, évêque et docteur.
5	Mardi	b	S. François-Xavier, confesseur, 2nd patron du pays, <i>dbl. maj.</i> (3)
6	Mercredi	b	Jeune. S. Nicolas, évêque et confesseur.
7	Jeudi	b	Vigile). S. Ambroise, évêque, confesseur et docteur.
8	Vendredi	b	Jeune. IMMACULEE-CONCEPTION, (d'obl.), 1 <i>cl.</i> avec oct. Titul. de la Cathédrale. <i>Kyr.</i> royal. II Vêp., mém. de la fête.
9	Samedi	†b	De la fête.

Les Quarante-Heures de la semaine

— o —

3 décembre, Basilique de Québec. — 4, Parisville. —
5, Saint-Pierre du Sud. — 7, Sainte-Anne de Beaupré. —
8, Stadacona. — 9, Couvent de Saint-Ephrem.

Apostolat de la prière

Intention générale pour décembre 1905 : *Le denier de Saint-Pierre.*

Le Sauveur glorifia un jour devant ses apôtres une pauvre veuve qui avait jeté un denier dans le tronc du temple de Jérusalem. Que n'aurait-il pas dit dans notre siècle pour célébrer la générosité de tant de pauvres, qui se dépouillent afin d'offrir leurs maigres économies au Père commun des fidèles, au Vicaire de Jésus-Christ !

Et pourquoi donner au riche ? disent les incrédules ; il est plus riche que vous ! Non, il est pauvre ; depuis que la révolution l'a dépouillé de ses Etats, il n'a plus rien pour subvenir à des dépenses énormes, auxquelles il ne lui est pas permis de se soustraire. Comment pourrait-il entretenir, à l'étranger, ses nonces et ses délégués apostoliques, qui doivent avoir un train digne de l'ambassadeur d'un souverain, et, à Rome, les cardinaux et les théologiens qui composent les grands tribunaux ecclésiastiques, sans compter les universités et les collèges, où les clercs du monde entier viennent puiser la doctrine vraiment catholique ? Et nous ne parlons pas de l'entretien très coûteux du palais du Vatican et des merveilles artistiques qui l'ornent et en font le musée de la chrétienté, ni des quelques militaires qui composent la garde pontificale, ni des aumônes qu'il est moralement obligé d'accorder.

Quant au Saint-Père lui-même, il vit, ainsi que ses prédécesseurs, Pie IX et Léon XIII, avec une simplicité que beaucoup de bourgeois trouveraient bien mesquine. Il n'en est pas moins vrai qu'il a à subvenir aux besoins de plusieurs milliers de personnes et il lui faut pour cela huit ou dix millions de francs par an.

Où les a-t-il trouvés jusqu'à présent ? Dans la générosité des 200 millions de catholiques, qui, depuis 1860, ont, avec une inlassable constance, prélevé sur leur superflu, parfois même sur leur nécessaire, la part de leur Père. C'est à Gand, le 30 novembre 1859, que cette belle œuvre est née, et elle s'est promptement répandue dans le monde entier. Maintenant, dans la plupart des pays, les catholiques, plus ou moins opprimés, sont surchargés d'œuvres diverses. Qu'ils n'oublient pas

cependant que le *Denier de Saint-Pierre* est la première de toutes. Jamais les fidèles n'ont été plus unis à leur chef ; qu'ils le lui montrent par leur libéralité, aussi bien que par leurs paroles, car jamais non plus le Pape n'a été plus pauvre et n'a eu plus besoin d'étendre son action sur l'univers entier,

Une lettre de Pie X

LA QUESTION SCOLAIRE EN ANGLETERRE

On sait—dit l'*Univers*—combien vive en Angleterre est la lutte entre catholiques et protestants au sujet de la question scolaire. Le Pape a adressé à ce sujet la lettre suivante à Mgr Bourne, archevêque de Westminster :

Vénérable frère, salut et bénédiction apostolique.

Dans Notre vigilance de pasteur suprême, Nous n'avons pas manqué de Nous attacher à la plus grave des questions dont se préoccupent les catholiques anglais, c'est-à-dire la sauvegarde et le maintien de leurs écoles en conformité avec le souei et la profession de la foi catholique. Aux cardinaux de Westminster, est certainement dû un éloge pour l'ardeur très grande avec laquelle les fidèles, durant ces derniers trente-cinq ans, ont défendu en Angleterre leurs écoles catholiques, affirmant avant tout que l'éducation de la jeunesse doit avoir un caractère religieux. Cet exemple de vos prédécesseurs, Nous apprenons avec plaisir que vous l'avez suivi aussi, parce que Nous savons que vous avez été un guide pour votre peuple catholique dans la détermination d'obtenir ce qu'il désire surtout dans l'enseignement distribué dans ses écoles.

Pour la réussite définitive de cette cause, il ne vous manquera pas, Nous en sommes sûr, l'aide de l'approbation et de la bonne volonté de nombre de gens qui n'appartiennent pas à la foi catholique ; parce que, bien qu'ils ne demandent pas tout ce que les catholiques doivent demander, il est bien connu qu'ils sont d'accord avec vous au sujet de l'éducation religieuse des jeunes gens. Nous exhortons donc chaudement les catholiques d'Angleterre à lutter pour ce très louable but, et Nous adressons cette exhortation surtout à ceux qui prêtent leur

concours signalé en écrivant dans les livres et dans les journaux. Ceux-ci feront une œuvre très utile et méritoire si guidés par leurs évêques et mettant de côté toutes les questions d'intérêt privé et ce qui peut amener un dissentiment flagrant — non seulement ils persévèrent, mais font des progrès quotidiens dans les défenses entreprises.

Par cette chaude exhortation, Nous désirons apporter aussi une consolation à ceux très nombreux qui en ont certainement besoin, étant accablés des soucis de leur charge : spécialement les membres du clergé, qui vivent au milieu de leur peuple, n'épargnant ni efforts ni dérangements pour tenter de sauver leurs écoles catholiques, et les maîtres et maîtresses qui, avec beaucoup de peine et de déboires, remplissent si admirablement les devoirs de leur très noble office. Enfin, à vous, vigilant pasteur, et à chacun de vos collègues, Nous témoignons Notre gratitude, et, demandant l'abondance des grâces célestes, pour vous et vos fidèles, comme un signe de ce don divin et en témoignage de Notre bienveillance, Nous accordons dans le Seigneur, de tout cœur, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 18 octobre de l'année 1905, la troisième de Notre pontificat.

PIE X, PAPE.

Notre question scolaire

Il y a plusieurs mois, nous démontrions que l'agitation qui se produisait dans la presse, relativement aux questions de l'instruction publique dans notre Province, n'était aucunement justifiée par les faits, et qu'elle ne pouvait avoir pour origine qu'une influence occulte, qui, dans tous les pays du monde, s'efforce de contrecarrer et de détruire par des moyens divers l'influence de l'Eglise dans l'éducation de l'enfance.

Depuis ce temps, l'agitation n'a fait que s'accroître et s'étendre, comme nos lecteurs ont dû le constater. N'admettant pas qu'il y ait en cette Province une « question scolaire » et ne voulant pas contribuer, même dans la faible mesure de nos moyens, à cet affolement de l'opinion publique que l'on voulait évidemment créer au sujet de nos écoles, nous avons cru devoir

garder le silence sur la campagne qui s'est faite et qui n'avait dans le pays qu'un seul point de départ.

D'autres journaux ont pensé qu'il était mieux de faire la lutte, et se sont efforcés de démolir les pièces de l'ennemi à mesure que les batteries se démasquaient. Ils ont sans doute fait œuvre utile, et nous sommes loin de blâmer la ligne de conduite qui leur a paru plus opportune.

En tout cas, l'ennemi a partiellement exécuté son plan d'attaque, et l'opinion publique a fini par s'émouvoir et à se demander si vraiment notre système scolaire n'était pas tout à refaire.

On se rappelle bien par quelles étapes a passé cette agitation au sujet des écoles.

On s'attaqua d'abord, voilà quelques années, à notre éducation secondaire, que l'on accusait d'être inefficace, mal ordonnée, d'une faiblesse désespérante et d'une allure par trop antique. C'était un peu fort ! lorsque la supériorité de la province de Québec, dans le domaine intellectuel, sur toutes les autres provinces, était si manifeste ; lorsque nos écrivains, poètes et prosateurs, nos journalistes, nos orateurs, nos hommes d'Etat, tous formés dans nos collèges, l'emportaient si visiblement en valeur sur ceux des autres provinces canadiennes ! Aussi l'attaque n'eut guère de succès, et l'ennemi n'a plus remis les pieds sur ce champ de bataille.

Un peu plus tard — mais du même point, toujours — ce fut la création de la Ligue de l'Enseignement, où l'on réussit à embrigader, à force de faux prétextes et d'hypocrites protestations de la plus stricte orthodoxie, de fort braves gens, tout disposés à seconder toutes les bonnes causes. Cependant des sentinelles veillaient ; elles découvrirent un jour que la nouvelle association n'était qu'une succursale de la franc-maçonnique Ligue de l'Enseignement de France. Le grand jour se montra funeste pour la Ligue de l'Enseignement montréalaise ; elle rentra dans l'ombre, et il semble qu'elle s'est endormie pour longtemps.

Tout resta silencieux, quelque temps encore.

Enfin l'an dernier, et toujours dans la même officine, on découvrit que notre système d'écoles primaires est d'une honneuse imperfection. Mois par mois, on réclama, ce qui est très

raisonnable, une meilleure rémunération des services du corps enseignant des petites écoles ; puis on proposa cet inapplicable système de la centralisation scolaire ; on réclama une enquête sur l'état de l'instruction publique, et plus tard une enquête sur la conduite du surintendant et du département de l'Instruction publique ; alors, on pensa que le terrain était bien préparé, et l'on proposa carrément la création d'un ministère de l'Instruction publique, c'est-à-dire le complet bouleversement du système scolaire qui paraît, aux yeux des gens éclairés, offrir beaucoup de garanties pour la bonne formation de l'enfance, en notre pays.

Toute cette campagne, qu'on le remarque bien, a été mise en train et menée par un seul homme qui, ayant en main l'arme d'un grand journal, a réussi à produire quelque agitation. Déjà certains journalistes, de peu d'influence, il est vrai, lui ont prêté main forte ; certains clubs politiques ont adopté des vœux favorisant son initiative. Bref, un peu partout, on s'inquiétait de ce qui pourrait se faire, durant la prochaine session de la législature provinciale, relativement à l'instruction publique.

Grâces à Dieu, ces inquiétudes sont aujourd'hui dissipées. Le gouvernement de la Province a jugé utile de rassurer l'opinion publique, et nous ne saurions trop lui en témoigner de reconnaissance.

C'est le 22 novembre dernier que ces déclarations ministérielles ont rétabli le calme dans les esprits, et indiqué nettement aux « réformateurs » que leur zèle suspect s'est déployé en pure perte.

Comme nos lecteurs l'ont déjà vu dans les journaux, ce jour-là, les honorables M. Gouin, premier ministre, et M. Turgeon, ministre de l'Agriculture, assistaient à une soirée publique donnée par leur Alma Mater, le Collège de Lévis. En souhaitant la bienvenue aux honorables ministres, M. l'abbé Lachance, supérieur du Collège, les « supplie de défendre notre système actuel de l'instruction publique, et de n'y toucher que pour le perfectionner, non le détruire. » (*Soleil*, 24 novembre.)

Au cours de sa réponse, le premier ministre « déclare que son cœur bat au même unisson que celui du prêtre qui se dévoue à l'éducation des jeunes gens. Et jamais il n'y aura trou-

ble entre les nobles éducateurs de notre race et le gouvernement, tant qu'il plaira à la Providence de le laisser à la tête des destinées de la province de Québec.» (*Soleil*, 24 novembre.)

D'autre part, à l'une des séances du grand congrès de la Colonisation qui s'est tenue à Saint-Jérôme, du 21 au 23 novembre, après une remarquable conférence de M. Magnan, directeur de l'*Enseignement primaire*, sur « le colon et l'école », l'honorable M. Prévost, ministre de la Colonisation, a fait les déclarations suivantes (d'après la *Presse* du 24 novembre) :

« Je regrette infiniment la triste campagne qui est faite aujourd'hui contre la province de Québec au point de vue de l'Instruction publique. Il est vrai que nous avons quelque chose à faire, que tout n'est pas la perfection, mais ce n'est pas une raison pour tout bouleverser. Je le déclare ici : Je ne marche pas avec ceux qui font aujourd'hui cette campagne malheureuse. Je rends hommage aux sacrifices qu'ont faits nos pères pour l'éducation, et je conserve une reconnaissance filiale à ceux qui dorment dans le cimetière et qui m'ont fourni l'occasion de faire les études dont je m'honore.

Grâce à leurs sacrifices, grâce aussi aux efforts du clergé, notre instruction publique fait honneur à la province de Québec, et je dénonce la campagne de ceux qui laissent entendre que nous sommes des ignares et des parias. Nous ne permettrons pas au « Standard » de s'inspirer des articles de certains journaux français pour nous lancer l'insulte à la face.

Monseigneur, nous avons confiance en vous. Le Conseil de l'Instruction publique nous a aidés ; il s'est dévoué jusqu'à se rendre impopulaire, et nous avons encore besoin des hommes distingués qui le composent pour nous soutenir dans la lutte que nous faisons pour le plus grand bien de nos compatriotes.

Mais je le répète, il ne faut rien briser, rien bouleverser, rien détruire. »

L'hon. M. Prévost, après avoir dit que sous le rapport des salaires payés aux instituteurs et aux institutrices, ce sont les vieilles paroisses qui sont arriérées, fait un bel éloge des couvents de la province de Québec où se forment les institutrices et les bonnes mères de familles, des écoles normales où se forment les instituteurs, et du Bureau central des Examineurs qui fait un choix judicieux du corps enseignant

« Monseigneur, dit-il, gardez-nous ces couvents qui n'ont leurs égaux dans aucun pays.

Mgr Bruchési. — Mais il y en a qui veulent les détruire.

L'hon. M. Prévost. — Eh ! bien, vous aurez des amis qui vous aideront à les garder. »

L'hon. M. Prévost parle aussi des immenses services rendus à la cause de l'éducation par les Frères des Ecoles chrétiennes, les Clercs de Saint-Viateur, les Frères du Sacré-Cœur et autres institutions qui font de l'instruction logique et chrétienne.

« C'est, dit-il, ce bon grain qu'il nous faut dans nos réserves de colonisation. »

En terminant, M. Prévost dit : « Monseigneur, j'ai tenu à faire connaître ici mes idées, et cela officiellement. Ces idées, je sais qu'elles sont celles de l'Hon. secrétaire de la Province, du premier ministre et de mes autres collègues. »

Dans le récit de cet incident, la *Patrie* (24 novembre) ajoute que le ministre de la Colonisation a dit à Mgr l'archevêque de Montréal, les paroles suivantes :

« Monseigneur, vous nous avez dit que, pour faire de la colonisation, l'Eglise vient donner la main à l'Etat ; eh ! bien, pour maintenir et développer notre système d'instruction publique, l'Etat à son tour, tend la main à l'Eglise. »

Le prélat et le ministre se donnèrent alors effectivement la main, et ce fut dans la salle, un délire d'acclamation.

Mgr Eruchési déclara alors à l'honorable M. Prévost : « Je ne suis pas étonné, monsieur le ministre, de vous entendre parler de la sorte, non seulement en votre nom, mais aussi, dites vous, en celui du premier ministre et de tout le cabinet, car tout récemment, j'ai recueilli avec bonheur, des lèvres du premier ministre, une déclaration au même effet.

Ces manifestations de la pensée du gouvernement ont été accueillies, à Saint-Jérôme comme à Lévis, par d'enthousiastes acclamations des auditoires immenses à qui elles étaient faites. On peut dire aussi que par tout le pays elles ont été reçues avec la plus vive satisfaction.

Le groupe tapageur des « réformateurs, » et les influences ténébreuses auxquelles ils obéissent, consciemment ou inconsciemment, comprendront qu'il leur faut ajourner leurs projets à plus tard, — à beaucoup plus tard, espérons-le.

—•••—
L'absinthe et en général toutes les liqueurs à essence, sont des poisons.

—•••—
Ne faisons jamais de dettes : une famille endettée est presque toujours une famille ruinée.

—•••—
Pendant le Carême, si nous ne pouvons jeûner, imposons-nous quelques prières, quelques pénitences.

—•••—
Le maître, avec un seul œil, voit mieux que le serviteur avec quatre. Suivons donc nous-mêmes nos affaires.

Les crimes du Tsarisme

La sympathie que nous éprouvons pour notre alliée la Russie ne doit pas nous empêcher de protester contre les crimes du Tsarisme. Le mépris que les autorités de ce pays témoignent des droits imprescriptibles de la conscience humaine, les attentats que certains fonctionnaires, moins vils peut-être que ceux qui les dirigent, commettent en violant les domiciles, méritent toutes les réprobations, sont dignes de toutes les flétrissures de l'histoire.

Je ne sais rien d'abominable et de dégradant pour l'espèce humaine comme l'invasion par des policiers russes de la demeure de cette noble femme qui s'était retirée du monde pour prier en commun avec quelques-unes de ses compagnes. Ce qui s'est passé là est la honte de la civilisation. Songez qu'il y avait parmi celles qu'on jetait hors de leur maison une pauvre vieille de quatre-vingt-quatre ans !

Elle est vraiment touchante et belle la protestation de cette femme, victime de si monstrueuses brutalités :

Nous protestons contre la violence qui nous est faite à laquelle seule nous cédon ;

Nous protestons contre le vol dont nous sommes victimes et contre l'action de ceux qui ont aidé à l'accomplir ;

Nous protestons comme chrétiennes et comme religieuses, au nom de Dieu qu'on nous empêche de servir et de prier librement, au nom de Dieu qui sera notre juge à tous ;

Nous protestons comme enfants fidèles et aimantes de la Russie. Nous protestons au nom de la Russie contre les tyrans qui nous bannissent ;

Nous protestons au nom du droit des gens, outrageusement violé contre nous ; nous lui faisons et lui ferons publiquement appel ;

Nous protestons, faibles femmes désarmées, au nom de l'humanité, contre la barbarie avec laquelle on nous traite.

— Permettez, monsieur . . .

— Je permettrai tout ce que vous voudrez. Mais ce que je ne peux pas vous permettre, c'est de dire que le gouvernement qui autorise de telles infamies contre les femmes inoffensives, ne soit pas le plus abject et le plus lâche des gouvernements.

— Je suis d'accord avec vous sur ce point, seulement je voudrais hasarder une parole . . .

— Une parole d'excuse peut-être pour les misérables qui servent d'instruments dociles à de pareilles ignominies, parce qu'ils savent que, s'ils refusaient, leurs familles n'auraient plus de pain le lendemain ?

— Vous parlez bien, mais comme disait un général fameux, vous parlez trop. . . Avec vous on ne peut placer un mot.

— Placez-le, votre mot. . .

— Ce mot est bien simple. Le matin, vous lisez tous vos journaux à la hâte et vous vous êtes trompé de colonne, voilà tout. Le Tsar est un peu faible, un peu irrésolu peut-être, mais je vous assure que c'est un homme d'honneur ; ce n'est pas un Loubet. . . Vous avez cru que ce qui vous indigne, à juste titre d'ailleurs, s'était passé en Russie, tandis que cela s'est passé en France.

— En France ! Dans le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme ! En France ! où l'on a fait d'innombrables révolutions pour conquérir la liberté ! Ce n'est pas possible ! Tous les Jaurès, les Briand, les Sembat, les Rouanet, les Pressensé auraient protesté au nom des droits inviolables de la conscience humaine. . .

— Ce sont eux qui ont voté ces lois-là et c'est leur grand homme, à eux, un défroqué du nom de Combes, qui a mis l'affreuse machine en mouvement. . .

— Alors ce n'est pas le Tsar qui a fait expulser ces pauvres femmes russes par des policiers qui avaient toute honte bue ?

— Je vous répète, monsieur, que ces femmes ne sont pas des Russes, ce sont des Françaises. . .

— Je vous remercie, en tout cas, de m'avoir détrompé et, à l'avenir, je ferai attention en lisant mes journaux le matin pour éviter d'attribuer au Tsarisme des crimes qu'il n'a pas commis.

EDOUARD DRUMONT.

RÉD. — Nos lecteurs auront compris que, dans cet article dont on vient de lire des extraits, Drumont a voulu montrer, sous une forme saisissante, l'odieuse de l'une des dernières expulsions de religieuses, en France, les Sœurs, croyons-nous, d'un couvent de Clarisses de la ville de Limoges.

Hors de l'Eglise point de salut

— o —

Répondant à l'objection que l'on tire de cette maxime, la *Revue pratique d'Apologétique* publie un article dont voici un résumé :

Il faut bien remarquer que l'Eglise ne prononce la damnation de personne, ni d'un Luther, ni d'un Judas : les luttes intimes entre le bien et le mal au fond des consciences restent dans un impénétrable secret.

Ceux mêmes qui sont éloignés du corps de l'Eglise peuvent se croire dans le vrai, tendre vers le bien, marcher vers l'idéal de lumière et de vie qui les attire ; ils sont alors de l'âme de l'Eglise.

Est-ce à dire que cette maxime n'exclut personne ? — Elle exclut ceux qui ont abandonné l'Eglise, selon le mot de saint Augustin : *Il n'est aucun motif légitime de séparation*. Elle exclut ceux qui négligent d'examiner les motifs de croire, parce que « leur siège est fait », parce qu'ils attribuent à l'Eglise les pires insanités, qu'ils ne veulent pas gâter leur esprit littéraire, que le titre d'enfants de l'Eglise les gêne, ne conduisant pas aux faveurs, aux croix, aux honneurs, à l'argent, aux plaisirs.

Telle est la théorie : Dieu seul peut en faire aux âmes l'application.

— ♦♦♦ —

Bien commencer l'année est le plus sûr garant de la *bien passer* et de la *bien finir*.

Nourriture frugale, sobriété et régularité dans les repas, c'est le secret d'une bonne santé.

L'ordre et l'économie sont deux qualités essentielles, sans lesquelles *aucune famille ne peut prospérer*.

Les enfants gâtés, au lieu d'être *la joie et le bonheur* de leurs parents, en sont le *malheur, la tristesse et la honte*.

La plus saine de toutes les boissons est l'eau pure.

Nations protestantes et nations catholiques

— o —

(Suite.)

Les *Etats-Unis* d'Amérique prennent place, eux aussi, au premier rang du monde moderne. Sans doute, la grande Fédération pâtit de bien des misères morales, comme de l'instabilité des fortunes et des familles, comme de la question nègre, comme de la corruption des politiciens et des financiers. Mais, avec sa population de bientôt 80 millions d'habitants, avec ses immenses richesses agricoles, minières, industrielles, l'Amérique a conquis une remarquable prospérité matérielle. Son commerce extérieur dépasse 12 milliards de francs ; et, grâce aux tarifs protectionnistes, les importations demeurent stationnaires ; ce sont les exportations qui progressent avec une célérité inouïe : de 1895 à 1902, elles passaient de 807 à 1392 millions de dollars. De ces 1392 millions de dollars, ou 7 milliards 210 millions de francs, 62 pour 100 consistent en produits agricoles, farines, céréales, viandes, laiterie, coton, qui viennent « inonder » la vieille Europe au point d'y bouleverser les conditions du marché. Les institutions américaines sont loyalement libres, et chacun des droits de la conscience y est respecté. Enrichie par de récentes conquêtes, la grande Fédération voudrait aujourd'hui déborder ses frontières : un rêve d'*impérialisme* lui fait convoiter la suprématie de toutes les Amériques et la domination même du Pacifique (1).

Voilà le *fait* contemporain, le contraste manifeste entre la fortune de l'Espagne, de l'Autriche, de la France, et la fortune des trois grands pays protestants : l'Angleterre, l'Allemagne, les *Etats-Unis*.

(1) Outre les ouvrages de M. Claudio Jannet, ainsi que de M. de Rousiers, cf. Pierre Leroy-Beaulieu, *Les Etats-Unis au xx^e siècle*, p. 21, 415, 429, 445. Paris, Colin, 1904. In-12 — Articles du même auteur dans *l'Économiste français* des 16 janvier, 3 septembre et 1er octobre 1904. — E. Lozé, *Les Charbons dans le monde. États-Unis d'Amérique*. (*l'Économiste français* des 19 novembre et 3 décembre 1904.) — Blondel, *Politique protectionniste en Angleterre*... p. 19.

2°. — *L'interprétation du fait.*

Pourquoi donc ce contraste ? Les nombreux défenseurs du système qui nous occupe répondront : « C'est qu'au point de vue sociale le protestantisme est cause de grandeur, et le catholicisme cause de déchéance. »

Il y a un demi-siècle, le pasteur Napoléon Roussel développait cette thèse dans un ouvrage intitulé *Les nations catholiques et les nations protestantes comparées sous le triple rapport du bien-être, des lumières et de la moralité* (1). Tous les faits économiques et politiques convergeaient à la même conclusion. Mettez en parallèle l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud (t. Ier, p. 23-114), l'Ecosse et l'Irlande (t. Ier, p. 115-200), la Prusse et l'Autriche (t. Ier, p. 289-426), la Hollande et la Belgique (t. Ier, p. 427-459), et vous pourrez juger des influences opposées du protestantisme et du catholicisme. Voyez encore l'Angleterre : tout la rendait pauvre, et le protestantisme l'a transformée ; voyez l'Espagne : tout la rendait riche, et le catholicisme l'a dégradée (t. II, p. 1-174). Bien plus, dans un même Etat, comparez les régions catholiques et les régions protestantes : par exemple, en Suisse, le Tessin et Zurich, Fribourg et le pays de Vaud, Lucerne et Berne, Soleure et Neuchâtel, Uri et Bâle, Zug et Schaffhouse, le Valais et Genève, les Rhodes intérieures d'Appenzell et les Rhodes extérieures du même canton, et vous constaterez partout la misère chez les catholiques, partout la prospérité chez les protestants (t. Ier, p. 201-288). Les constatations seront les mêmes si vous étudiez les catholiques et les protestants français : dans les départements les plus catholiques il n'y a qu'une moyenne de 17 ou 18 patentables pour 1 000 habitants, alors que, dans les départements les plus réformés, la moyenne est de 38 pour 1 000 (t. II, p. 329). A Paris, la moyenne d'impositions mobilières pour un contribuable est, en 1854, de 33 fr. 14, tandis que les protestants parisiens payent en moyenne 87 fr. 05. « Ainsi, d'après cette base, la fortune des protestants français serait aujourd'hui non loin du triple de celle des catholiques de la même nation ! » (t. II, p. 328). La raison de tout cela est que le protestantisme est un bon arbre, car *un bon arbre ne peut pro-*

(1) Paris, Meyrueis, 1854, 2 vol. in-8°.

duire que de bons fruits. La civilisation chrétienne l'emporte sur toute autre ; et, dans la civilisation chrétienne, le protestantisme a produit des « fruits plus abondants et plus savoureux que le tronc catholique romain. Il y a donc en lui plus de sève ; ou plutôt, dirons-nous, tandis que le romanisme n'est que l'arbre sauvage, la Réforme est l'arbre greffé avec un rameau de l'Évangile. » Donc, le protestantisme est la vérité (t. II, p. 477-480).

En 1875, après la victoire de la Prusse protestante sur la France catholique, un économiste belge de grand talent et d'esprit paradoxal, Emile de Laveleye, publia un article de revue qui obtint un immense retentissement et fut édité en brochure : *De l'avenir des peuples catholiques ; étude d'économie sociale* (1). Sans mentionner une seule fois le livre de Napoléon Roussel, Laveleye lui empruntait les plus saillants de ses parallèles entre nations catholiques et nations protestantes, ou entre régions catholiques et protestantes d'un même pays, fût-ce entre les Rhodes extérieures et les Rhodes intérieures du canton d'Appenzell. « D'un côté, ajoutait-il, l'instruction, l'activité, l'industrie, des relations avec le monde extérieur, et, par suite, la richesse. De l'autre côté, l'inertie, la routine, l'ignorance, la pauvreté » (p. 5). C'est une loi universelle : « Partout où, dans un même pays, les deux cultes sont en présence, les protestants sont plus actifs, plus industriels, plus économes, et, par suite, plus riches que les catholiques » (p.6). Voici, maintenant, un argument nouveau : « Comparez la cote, à la Bourse des fonds publics, des États protestants et des États catholiques : la différence est grande. Le 3% anglais dépasse 92 ; le 3% français flotte vers 60. La rente de la Hollande, de la Prusse, du Danemark, de la Suède est au moins au pair. Celle de l'Autriche, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal est moins élevée d'un tiers ou même de moitié » (p. 7).

« La Réforme a communiqué aux pays qui l'ont adoptée une force dont l'histoire peut à peine se rendre compte. » Au point de vue économique, en effet, la soumission passive des catholiques engourdit leurs énergies et les frappe de stérilité, alors

(1) Dans la *Revue de Belgique*, janvier 1875. Puis tiré en brochure de 32 pages. Paris, Germer-Baillièrre, juin 1875. In-8.

que le libre examen des protestants les habitue à la responsabilité, aux initiatives conquérantes. Au point de vue *politique*, les peuples catholiques, avec leur religion extérieure et toute dépendante, ne sont aptes qu'à l'absolutisme, jusqu'au jour où, secouant le joug, ils tombent dans une honteuse anarchie ; mais la religion purement intérieure du protestant, religion dans laquelle chacun détermine sa propre règle, est l'école des peuples libres et bien ordonnés, qui savent répudier autant la révolution que le despotisme (p. 8-32).

Ces vues d'Emile de Laveleye ont quelque chose de saisissant, qui explique leur durable succès. De tous côtés, on en put entendre l'écho. L'influence civilisatrice de la Réforme dans les Etats modernes, l'influence délétère du catholicisme passèrent, pour beaucoup, à l'état d'axiomes. En 1896, par exemple, M. Lecomte écrivait comme une chose parfaitement notoire : « Le catholicisme a certainement enrayé, en Espagne, le développement de l'humanité. Et si sa fâcheuse influence nous vaut actuellement la joie de connaître un pays où la vie est en retard sur celle du nôtre, ce n'est pas une raison pour ne pas constater les responsabilités historiques. » (1)

La victoire des Etats-Unis sur l'Espagne, dans la guerre de Cuba, fournit l'occasion de publier, en 1899, une édition nouvelle de la brochure de Laveleye : au texte de 1875 étaient jointes des citations empruntées à Gladstone, à Michelet, à Quinet, à Sismondi, à Mgr d'Hulst, à un voyageur catholique et à un rédacteur de la *Petite République* (2). La préface des éditeurs protestants adoptait une forme solennelle : « A mesure que l'histoire se déroule, que le temps avance, les principes de vie et de mort semés dans le monde manifestent plus fortement leur présence. Jamais on n'avait discerné avec plus de netteté qu'à notre époque les conséquences du grand acte d'émancipation morale et intellectuelle que fut la Réforme religieuse du XVI^e siècle » (p. 7). « Le protestantisme a classé les

(1) LECOMTE, *Espagne*, p. 26. Paris, 1896. In-12.

(2) EMILE DE LAVELEYE, *De l'avenir des peuples catholiques, avec les opinions de Gladstone, Michelet, Quinet, Sismondi, d'Hulst et de quelques autres écrivains*, Paris, F. Chbächer, 1899. In-16 de 108 pages.

peuples en deux grandes familles : celle qui regarde en avant, évolue, progresse moralement, et celle qui regarde en arrière et ne voit le salut social que dans l'asservissement de l'homme à une autorité qui anéantit tout ce qu'il y a de vital en lui » (p. 8).

Il ne serait pas difficile de citer des académiciens, des professeurs de Faculté, qui estiment voir aujourd'hui une très sérieuse vérité sociale et historique dans le système de la supériorité protestante (1). Nous avons constaté que plus d'un argument semblerait leur donner raison.

YVES DE LA BRIERE.

(A continuer.)

Bibliographie

— Galerie historique, publiée par la Cie Cadieux & Derome, Montréal.

Ces portraits de personnages canadiens se vendent, suivant leurs dimensions, \$ 1.00 ou \$ 2.50 l'unité.

— Almanach eucharistique illustré, 1906. Bruxelles (au bureau des Œuvres eucharistiques, 205, Chaussée de Wavre.) Prix, 10 sous l'ex.

Recueil illustré de récits édifiants et d'utiles renseignements.

— *Annuaire de l'École normale Laval pour l'année académique 1905-1906*. Québec, 1905.

Cet annuaire, le troisième publié par l'Institution, est une belle brochure de 108 pages. Outre les matières accoutumées de ces sortes de publications, nous remarquons surtout la chronique de l'année 1904-1905, où nous trouvons : la liste des élèves devenus prêtres, de 1872 à 1905 ; le sermon prononcé par M. l'abbé Rouleau, principal, lors de la première messe de M. l'abbé Fleury : le compte rendu d'une visite de l'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, le 6 juin 1905 ; et une biographie touchante de feu M. l'abbé J.-A.-H. Gignac, curé de Sherbrooke, et ancien élève de l'École, dont la mort tragique, arrivée le 19 juillet dernier, a douloureusement ému les fidèles et le clergé de nos diocèses. Les adresses d'adieu prononcées à la distribution des Prix du mois de juin, et le discours justement remarqué prononcé en cette occasion par M. de la Bruère, surintendant de l'Instruction publique, complètent l'intérêt de cette publication.

(1) Des textes significatifs en cette matière ont été réunis dans le bel article, si digne d'attention, de M. JEAN FORCADE, sur le *Prosléytisme protestant*, qu'a publié l'*Action française* des 15 mai, 1^{er} et 15 juin 1905.